Journée du développement local de la Plate-forme des ONG européennes au Sénégal

SYNTHESE DE LA REUNION

Le 15 juillet 2004, s'est tenue à AQUADEV la journée dénommée « journée du développement local ». Ont participé à cette réunion dix-sept (17) personnes de treize (13) ONG, la délégation de la commission européenne au Sénégal représentée par M.Géraldo Carreiro et trois (3) personnes de deux (2) projets du FED : le PSIDEL (projet de soutien aux initiatives de développement local) et le PAR (projet d'appui aux régions).Elle a été pour les partenaires présents, un moment d'échange d'expériences et de partage entre des acteurs oeuvrant dans le développement local au Sénégal.

Au total sept ONG (AFVP, AQUADEV, CISV, DIAPANTE, GRET, EAU/LVIA, PLS PARTENARIAT SAINT-LOUIS) et deux programmes d'appui au Développement (PSIDEL, CAR/PAR) du FED, intervenant en milieux urbains et ruraux ont présenté leurs expériences avec un accent particulier sur leurs méthodologies d'intervention, leurs outils, les difficultés et aussi les résultats obtenus.

On trouvera en annexe 1 la liste des participants et en annexe 2 un tableau synthétique de présentation de ces projets. Les fichiers de présentation sont disponibles auprès du secrétariat de la plate-forme.

Les échanges ont été fructueux et intéressants. Ils ont mis en évidence des démarches différentes entre les projets FED et les projets des ONG, qui eux-mêmes présentent des diversité d'approches. Nous pouvons retenir comme principaux points de discussions les éléments suivants :

1- Deux grandes modalités de financement du développement local

Ces deux grandes modalités sont : **l'appui budgétaire et les fonds de développement locaux**.

Les projets FED ont opté pour l'appui budgétaire, à la demande du gouvernement comme stipulé par M.Careiro/DCE. L'appui repose cependant sur la définition concertée de priorité d'investissements et sur un pré-financement de l'Etat. Il s'agit donc d'une expérience test. Les ONG se questionnent cependant sur le niveau de cofinancement demandé (au vu des ressources des collectivités) et sur l'accompagnement de la démarche (notamment en terme d'élaboration de plans de développement). Les représentants des projets présents signalement qu'il est nécessaire d'accroître les ressources des collectivités (et qu'un appui est fourni en ce sens autour de la question de la fiscalité locale) et que des collaborations avec des ONG sont

mises en œuvre pour ces aspects accompagnement . Ces collaborations devraient s'accroître avec l'ouverture du Fed en 2005 sur les initiatives de la société civile, notamment des ONG qui pourrait permettre une plus grande collaboration entre les ONG et le FED.

La plupart des ONG appuient dans leur projet des fonds de développement. Sans remettre en cause la légitimité des collectivités locales, l'objectif est de favoriser une plus grande collaboration entre les acteurs du développement local et une gestion plus concertée (définition des priorités, prise de décisions). La démarche est cependant parfois longue et certains se posent des questions sur la manière à la fois de favoriser l'apprentissage (le renforcement des capacités) et de répondre aux attentes des habitants (puits, écoles, cases de santé,…). On notera que dans un certain nombre de projet de ce type, les collectivités locales européennes sont mobilisées dans les co-financements.

2- pratique du développement local : des portes d'entées et démarches différentes

Les présentations faites au cours de la journée montrent une pratique diversifiée selon la vision des acteurs ; . Les entrées dans cette pratique de développement local en sont un exemple :

- Des appuis budgétaires aux collectivités locales: dans le cadre du partenariat Gouvernement / Commission Européenne, les programmes PSIDEL et PAR soutiennent la promotion du Développement local par des appuis budgétaires aux communes et communautés rurales ; le partenariat se fait donc avec des élus régionaux et conseillers ruraux. Il concerne essentiellement des appuis financiers bien que des actions de renforcement de capacités soient également menées. Les ONG ont également des projets en partenariat collectivités locales : l'entrée dans le développement local dans ce cas est faite à travers la collectivité locale qui est l'actrice principale ; c'est le cas de Eau Vive et LVIA qui appuie un Programme de Développement Local dans la Région de Tambacounda, et de CISV en collaboration avec ACRA dans la communauté rurale de Mboula, toutes les deux avec le co-financement de la Commission Européenne C'est également le cas des actions de Partenariat avec Saint Louis et sa région, qui visent essentiellement à renforcer les capacités des élus et agents techniques locaux et le cas de l'AFVP dans le cadre du projet avec l'Ados, Programme d'Appui au Développement Local de la Communauté Rurale de Sinthiou Bamambé.
- Le développement d'un partenariat direct avec les villages : le développement local se distingue dans ce cas par un programme de développement villageois ; les actions sont menées directement à la base ; l'acteur villageois constitue l'entrée principale du développement local; c'est le cas de l'action menée par AQUADEV dans la Région de Louga sur un financement de PADV (Fida) qui a appuyé l'élaboration d'un PDV (plan de développement villageois) qui doit cependant être articulé avec le PDL de la collectivité. L'objectif est ici de rapprocher les villages et les collectivités. Le village est considéré comme un lieu d'information, de formation et la CL comme un espace de planification.. C'est le cas également du projet d'adduction potable menée par Diapante dans le cadre d'une compétence non transférée.
- la promotion d'un partenariat avec des Organisations de Producteurs et organisations de base: le CISV fonde aussi son appui au développement local sur les organisations de producteurs, ; ce partenariat est porté vers les instances de décision de la collectivité locale (cas du projet d'appui aux initiatives de développement local de la communauté rurale de Sagatta Dioloff).

- Un cas particulier de partenariat développement (ONG) et recherche en appui à la planification et à la concertation inter-collectivités avec le programme de recherche/développement mené par le Gret au Sénégal et au Bénin avec un appui de l'union européenne (INCO-DG XII). Il s'agit de mettre à disposition des acteurs et des élus les travaux d'analyses réalisées dans les espaces périurbains (foncier, dynamiques agricoles et enjeux environnementaux) et de voir en quoi et comment cela peut favoriser une gestion plus concerté des espaces et une meilleure planification urbaine.

On notera que globalement les actions des ONG évoluent vers une plus grande prise en compte et collaboration avec les collectivités locales, même lorsqu'elles interviennent en appui à des organisations villageoises et organisations de base. Ce souci d'articulation (village/CL ou quartier/CL) est sans doute une des spécificités de leurs interventions.

3- Méthodologie : Un souci de mobiliser et d'impliquer les différents acteurs du développement local

Tous les projets s'accordent sur l'importance de mener avec les différents acteurs des diagnostics initiaux qui permettent et de favoriser la concertation lors de la définition des plans de développement. Pour cela les ONG ont développé différents outils de diagnostics (MARP, cartes de ressources, diagrammes de flux, …) et de planification.

On note également le rôle d'appui à la maîtrise d'ouvrage de certaines ONG qui aident leurs partenaires à identifier l'offre de service , à contractualiser et suivre la mise en œuvre.

La dimension du renforcement des capacités, de l'apprentissage demeure une dimension forte de l'intervention des ONG notamment avec les organisations de base qui a aussi pour vocation la prise de conscience de leur rôle dans le développement local . Mais ceci ne peut suffire. Il faut aussi répondre aux attentes de leurs partenaires (notamment associations de base) et faire en sorte que les actions retenus dans le cadre de la démarche puisse être réalisées..

Plusieurs participants (tant ONG que projet) signalent des difficultés de mobilisation et des services techniques et insistent sur la nécessité de les impliquer de renforcer leurs compétences et leurs moyens.

Les représentants des projets du Fed évoquent également des collaborations insuffisantes entre projets et l'attitude de certains partenaires au développement qui développent des réflexes de compétition et non de collaboration ;

4- Des points à approfondir : outils et résultats

La réunion n'a pas permis d'aborder en détails les différents outils et les participants ont souligné l'intérêt d'approfondir les échanges sur ce point.

Les résultats n'ont été présenté que succinctement et devraient également faire l'objet d'un examen plus approfondi.

Kokou Semanou (Eau Vive) et Cécile Broutin (Gret)

Annexe 1 – liste de présence

ONG / PROGRAMME	REPRESENTANT
DCE	Géraldo CARREIRO
PSIDEL	Samba GUEYE
	Ousseynou TOURE
CAR / PAR	Mamadou Hamdiatou BA
AQUADEV West-Africa	Makha DIAKHO
Amitié THIES/SOLINGEN	Tim WYATT
PSLR/ St Louis	Samba Laobé MBAYE
AFVP	Mamadou Ndour CAMARA
AIDE et ACTION	Aboubakry Bocar Dia
CISV	Riccardo CAPOCCHINI
	Mamadou CISSE
	Simona GUIDA
EAU VIVE	Kokou SEMANOU
GRET	Cécile BROUTIN
LVIA	Marco ALBAN
CESVI	Marta COSSATO
ACRA	Francesca MOLEDDA
MAIS	Laurent DIENE
DIAPANTE	Alain KASRIEL
	Valérie PEROT
IDEA AMBIENTE SN	Liliana PETRI

Annexe 2 – Tableau synthétique des actions (méthodologie d'intervention, outils, résultats et les difficultés rencontrées)

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
AFVP Titre Programme d'Appui au Développement Local de la communauté Rurale de Sinthiou Bamambé Objectif Promouvoir une approche globale de coopération décentralisée : - renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage locale - promouvoir un outil financier de proximité cogéré par les acteurs locaux	- implication des acteurs locaux - incitation à un développement à l'échelle d'un territoire - renforcement de capacités locales par : promotion de la concertation entre acteurs locaux accompagnement des espaces de concertation renforcement de capacités d'analyse des membres des acteurs locaux - promotion d'un outil financier - promotion de la professionnalisation - responsabilisation des acteurs locaux dans la cogestion des fonds	- Plan local de développement - Grille et code de financement - Plan d'investissement communal - Convention/ contrat de partenariat	- réalisation de plan d'investissement communal Ourossogui - construction du marché de Ourossogui - réhabilitation et équipement du poste de santé (commune de Kanel) - réalisation de micro-barrage à Andiyari - réalisation de micro-diguettes à Gourel Hadji et kellol - 6 ha reboisés - mise en place de 9 comités de suivis du programme Thiangol - - Adduction d'eau et électrification de 2 écoles	- manque d'espace de concertation - insuffisance de mobilisation de certains acteurs - difficulté de concertation entre acteurs locaux - difficulté de réelle appropriation

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
AQUADEV WEST AFRICA Titre : opérateur partenaire principal (OPP) du projet d'aménagement et de développement villageois de Louga (PADV- FIDA) <u>Objectifs :</u> - global : créer une dynamique de développement durable - spécifiques • contribuer à la sécurité alimentaire • augmenter les revenus • améliorer les conditions de vie • réduire l'exode rural	- pré-diagnostic (comité villageois de développement, MARP, PIPO .) - diagnostic du milieu - restitution villageois - planification des actions (plan de développement villageois) - analyse des demandes par comité ad hoc	- Outils pour les MARP (carte de ressources, plans, diagrammes de flux) et PIPO (identification des pb centraux) - Diagnostic du milieu - Arbres à problèmes - Arbres à objectifs	- 191 séances villageoises d'information- sensibilisation - sélection de 48 villages centres à encadrer - élaboration de 48 PVD - accompagnement de la mise en oeuvre de 33 PVD - cartographie de 23 terroirs villageois - banque de données, SIG	• rupture lors des passages MARP – PIPO • faible assimilation de la démarche par les populations • baisse de l'engouement et de la participation populaire

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
CISV **Approche globale**	- concertation entre les acteurs - renforcement positions et compétences des OP - promouvoir et développement des mécanismes de planification - promouvoir approche holistique et expérimenter des mécanismes et outils	• Planification commune avec le partenaire • Fonds de développement local et appui à un dispositif technique		
Projet Titre : programme d'appui au développement local dans la communauté rurale de Mboula – Programme Ferlo Objectifs : - promouvoir l'émergence d'une maîtrise d'ouvrage locale - renforcer opérateurs locaux - développer une offre de services financiers (AGR) mettre en place un FDL pour les investissements sociaux et socio -économiques	- approche participative, holistique du territoire - sensibilisation des acteurs sur les objectifs programme - diagnostic du milieu - renforcement capacités pour la maîtrise d'ouvrage - identification offre de service - mise en place cadre de concertation - Fonds de développement local - Dispositif d'appui/conseil - Création système financier	- Rapport de diagnostic du milieu - Outils de suivis - Outils de gestions des financements		

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
DIAPANTE Titre : projet d'adduction d'eau potable des villages de Ndiatén et Khor dans la communauté rurale de Ronkh. Objectifs Permettre l'accès à l'eau potable des populations - mettre en place un dispositif de traitement et de distribution de l'eau - mettre en place un dispositif d'exploitation et de gestion de la station de traitement de l'eau et de gestion de la distribution de l'eau	- Etudes socio-économiques - Information / sensibilisation des partenaires - Mise en place et renforcement de capacités de partenaires locaux des villages concernés - Accompagnement pour le choix de la forme d'organisation de la gestion et d'exploitation de la station - Elaboration de cadre réglementaire (statut et règlement intérieur) - Formation d'association d'usagers et de personnel en technique de gestion - Accompagnement des partenaires locaux dans la gestion de l'exploitation de la station	• dispositif de réalisation de l'AEP • dispositif d'exploitation et de distribution de l'AEP	• mise en place du disposition de gestion du projet • mise en place des structures d'exploitation de la station et de gestion de la distribution de l'eau • construction de la station • réalisation du réseau de distribution <u>les impacts sont</u> : amélioration des conditions d'accès à l'eau et des conditions sanitaires des populations.	• mise à niveau de la collectivité locale française (éloignement, limite du bénévolat, compréhension des enjeux) • retard dans la réalisation des travaux

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
EAU VIVE- LVIA Titre : programme d'appui au développement local dans la région de Tambacounda Objectifs : Global : • améliorer les conditions de vie des populations spécifiques : • appuyer le processus de décentralisation • améliorer l'accès à l'eau • réduire le taux de mortalité infantile et de mortalité liée aux maladies endémiques • favoriser l'accès à l'éducation • accroître les revenus des familles démunies	• approche participative et communautaire • diagnostics et identifications de zone d'intervention • élaboration de plans locaux de développement • renforcement de capacités des acteurs locaux à travers des formations • responsabilisation des acteurs locaux (mise en place de comités de gestions, investissements financiers, implication dans le choix des partenaires d'exécution des travaux) • des rencontres d'échanges inter communautés rurales et villageoises • exécution des travaux par le faire-faire.	• fiches de diagnostics du milieu • plans locaux de développement et d'investissement • fiches synoptiques des villages • fiches de suivis et de gestion des activités	• formations de conseillers ruraux et acteurs locaux (4 communautés rurales) sur des thèmes : rôles et responsabilités des élus, attributions des élus • formations de OCB (150 personnes) • élaboration de 4 PLD • réalisations de 21 puits et 34 puits en construction, • réalisation d'une AEP • construction d'un poste de santé • construction de 2 salles de classes • équipements de 4 villages en moulin • 21 fonds de crédit aux OCB • …	• mobilisations de fonds propres de la part des villages • déficit en compétences techniques locales • lourdeur administrative pour l'obtention de diverses autorisations de certaines réalisations

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
GRET Titre : gestion partagée et durable des espaces agricoles et naturels à la périphérie des centres urbains (Ecocité) Programme de recherche-développement Objectifs - réaliser une analyse fine et partagée des processus en cours à l'interface milieu urbain/milieu rural - proposer des méthodes et outils de concertation entre acteurs	Méthodologie (analyse thématique) - analyse des dynamiques d'expansion - analyse des processus d'adaptation des agriculteurs aux nouvelles opportunités et contraintes - analyse des ressources et des enjeux environnementaux des espaces agricoles et urbains et naturels urbains ou péri-urbains Méthodologie (restitution et observation sociale) - identification des acteurs et cadres de concertation - analyse des logiques d'actions et des représentations par rapport à l'expansion urbaine - restitution des informations - études de l'évolution et de la perception des acteurs et mécanismes de concertation.	Recherches et visualisation des données - Schéma d'ensemble sur les dynamiques d'urbanisation, - système de production, - enjeux environnementaux - Carte des gestion des territoires montrant des effets de gestions partagées entre les centres urbains et zones périphériques.	Premiers travaux - Maraîchage à Thiès - une localisation et une spécialisation de la production en fonction des ressources en eau et de la proximité de la ville - Mboro / Darou khoudoss - nouvelle commune étouffée par la communauté rurale - rôle de la frontière minière (ICS) : expropriation, re-installation et « citadination »	

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
PLS PARTENARIAT AVEC SAINT-LOUIS Titre * programme d'appui à la décentralisation : une stratégie pour accompagner le processus de décentralisation Objectifs : • accroître les capacités d'appropriation des nouvelles compétences • renforcer les capacités techniques des communes (Saint-Louis) • permettre aux élus et techniciens de mieux connaître leur rôle • aider les communes à planifier	• renforcement de capacités des élus, techniciens • cadres de concertation, conseils de quartiers	- des outils de communications, présentation, de gestion : • logos, plaquettes,… • modules de formation, supports pédagogiques • outils MARP • outils d'appui à la maîtrise d'ouvrage	• élaboration de PIC pour 5 communes • actions de formation • album de présentation de la commune	• mobilisation de tous les bénéficiaires au même moment • respect des engagements par des autorités locales • non résidence de certains maires dans leur communes • influence de la politique sur le développement

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
PSIDEL Titre : Programme de Soutien aux Initiatives de Développement Local (8ème FED) Objectif Contribuer à la réduction de la pauvreté. **Spécifiques** Accès à de services sociaux et collectifs Renforcement des capacités des acteurs locaux	• Identification de projets basée sur l'existence de PLD, PIL(plan d'investissement local), PAI(plan d'investissement annuel) • Apport local de 20% • Approche participative avec implication de tous les acteurs • Mise en place d'1 comité de pilotage du processus de planification • Etude pré-diagnostic et Diagnostic participatif (restitution, validation par le comité local) • Examen des demandes de financement par le CDD, et le CLS • Instructions des demandes par le SP/PSIDEL • Examen et validation des opérations • Notification de l'accord de financement • Exécution physique et financier • Audits	• plan local de développement • plan d'investissement local • plan annuel d'investissement • protocole de partenariat entre bailleurs de fonds • fiches de projets et de devis	• 31 communautés rurales ont obtenu 641 millions f cfa en 2003 dont : - 605,3 millions engagés - 354,8 millions décaissés • 38 ouvrages de réceptions sur 166 prévus	• Prise en charge des services techniques • Rencontre d'esprit de compétition auprès de partenaires de développement oeuvrant dans la même localité • Insuffisance de capacités de certains présidents de conseils ruraux à conduire le développement • Difficulté de mobilisation de contre-partie locale

Institutions et programme	Méthodologie d'intervention	Outils	Résultats	Difficultés
CAR / PAR Titre : Projet d'appui aux régions – CAR : cellule d'appui aux régions Objectifs : Global : - contribuer au processus démocratique participatif spécifiques - renforcer les capacités de la région à assumer sa principale mission - - renforcer les capacités de services techniques à soutenir les collectivités locales dans les actions de développement local	- élaboration de plans d'action et chronogrammes (conseil régional et ARD) - reprise des devis programmes élaborés et exécutés par les régions - suivis,, planification des mission ,.	Appuis aux régions - Fiches de suivis et de planification des missions techniques et de suivis des finances. - Gestion des systèmes d'informations - Fiches de suivis d'exécution techniques des travaux Appui aux services centraux - Appui équipements et méthodologiques - Appui actualisation des textes de la réforme et mise en œuvre de la réforme sur la fiscalité locale	- amélioration des capacités des organes de la région - prise en charge des compétences transférées - meilleure impulsion du développement régional - renforcer les capacités d'intervention	- retard dans la mise en œuvre des activités - disparités entre les niveaux d'exécution des différentes lignes budgétaires - non respect des termes de la convention de financement - non respect du planning d'exécution